

Questionnaires Révisions : IVS

Introduction

1. Les indicateurs économiques.

Définitions :

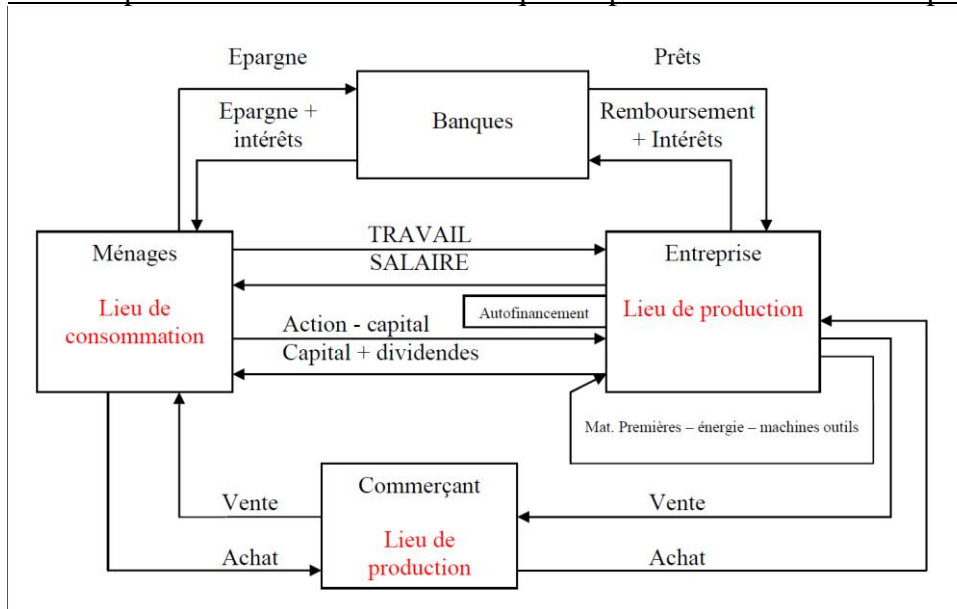
- P.N.B : Produit national brut. Ensemble des biens et des services produits par un pays pendant 1 année. La croissance d'un pays se mesure par rapport au P.N.B. Le PNB / nombre d'habitants = Critère de comparaison entre pays.
Produit national net :
- Qui est obtenu en retranchant du PNB la consommation de capital fixe (amortissements).
- Revenu national :
Addition de tous les revenus
Revenus professionnels = salaire, renumérotation
Revenus immobilier = loyer perçues
Revenus mobiliers = dividendes de l'épargne = intérêts.
OPA : Offres Public d'Achats.
Revenus sociaux = de remplacement (alloc de chômage, indemnités, maladie, pension) + bénéfices des indépendante de compléments (alloc familiale)
- Balance commerciale :
C'est le relevé des recettes de paiement.
Entrées de monnaie. (= produits de l'exportation)
Sorties de monnaie (= produits de l'importation)
Si les recettes – les paiements > 0
Entrées de monnaie = sortie de monnaie == balances positives
== monnaie forte
Si les recettes – les paiements < 0
== balance négative
== monnaie faible
- Inflation :
Hausse général des prix.
Mesuré par l'index.
Aujourd'hui l'inflation en Belgique = + 2%
Augmentation de la masse monétaire plus rapide que celle des biens produits.
L'inflation a une influence importante sur le taux d'intérêts
- Pouvoir d'achat :
Quantité de biens qu'une unité monétaire ou une somme donnée permet d'acquérir. Il y a perte du pouvoir d'achat lorsque les prix augmentent plus vite que les revenus
- Productivité :
Rapport entre la quantité produite et l'ensemble des moyens de production utilisés pour obtenir cette production.
Quantité / couts de production. Le principal souci du chef d'entreprise est de combiner les différents facteurs de production de façon à produire le plus possible avec les moindres couts.
- Investissement de rationalisation :
Qui visent à réduire les couts de production. On ne cherche pas à produire plus on cherche à produire la même quantité avec des couts moindre. Ex : informatisation, automatisaion, robotisation, restructuration, délocalisation. Les entreprises après avoir investi les outils informatiques n'avaient plus de capitaux pour

faire des investissements d'expansion. -> Perte d'emploi -> 1972 -> 72000 chômeurs en 1982 -> 550000 chômeurs.

- Investissement d'expansion :
Qui visent à augmenter la capacité de production de l'entreprise, on joue sur la quantité de production de l'entreprise, on joue sur la quantité pas sur la productivité. Ex : création d'une nouvelle chaîne de production -> Création d'emplois.
- Taux de chômage : Pourcentage de la population active non occupée désireuse de travailler et indemnisée.
- Solde brut à financer :
Recettes totales – dépense totales = emprunt (en 2005: 15 milliards) Recettes totales : impôts
- Solde net à financer :
Solde Brut – amortissement de la dette
Amortissement de la dette : capital remboursé de la dette
- Déficit budgétaire global : Addition de tous les soldes nets à financer depuis que l'état belge est en déficit -> +/- 350 milliards d'euros.

2. Le schéma du circuit économique.

- Savoir reproduire le schéma + montrer que les phénomènes sont interdépendants.



- Montrer en raisonnant à partir du schéma que dans la vie économique, quand cela va mal, cela a tendance à aller de plus en plus mal (chiffres, ...).
Bas de schéma : Une entreprise fait faillite -> le nombre de chômeurs augmente -> les ménages ont moins de revenus -> le pouvoir d'achat des ménages baisse -> les commerçants vendent moins -> le pouvoir d'achat des ménages baisse -> les commerçants vendent moins -> les entreprises produisent moins -> elles sont obligées de réduire le personnel -> le nombre de chômeurs augmente ... à chaque tour de circuit le phénomène s'amplifie.
Haut du schéma : Une entreprise fait faillite -> le nombre de chômeurs augmente -> les ménages ont globalement moins de revenus -> ils épargnent moins et sont parfois même obligés de faire appel d'avantage au crédit -> les banques disposent de moins de liquidités (moins d'épargne et plus de crédits = moins d'argent) -> les taux d'intérêt augmentent
- Soit : - les entreprises continuent d'emprunter pour investir, mais dans ce cas, le coût de leur emprunt est plus élevé -> elles deviennent moins concurrentielles par rapport aux entreprises étrangères -> elles exportent moins -> elles peuvent se trouver en difficulté.
- Soit : - les entreprises n'empruntent plus car cela est trop coûteux -> leurs outils de production ne sont pas remplacés et deviennent obsolètes. Elles sont dépassées par les entreprises qui se sont modernisées. ->

Difficultés -> licenciement -> Le nombre de chômeurs augmentent, ... à chaque tour de circuit, le phénomène s'amplifie.

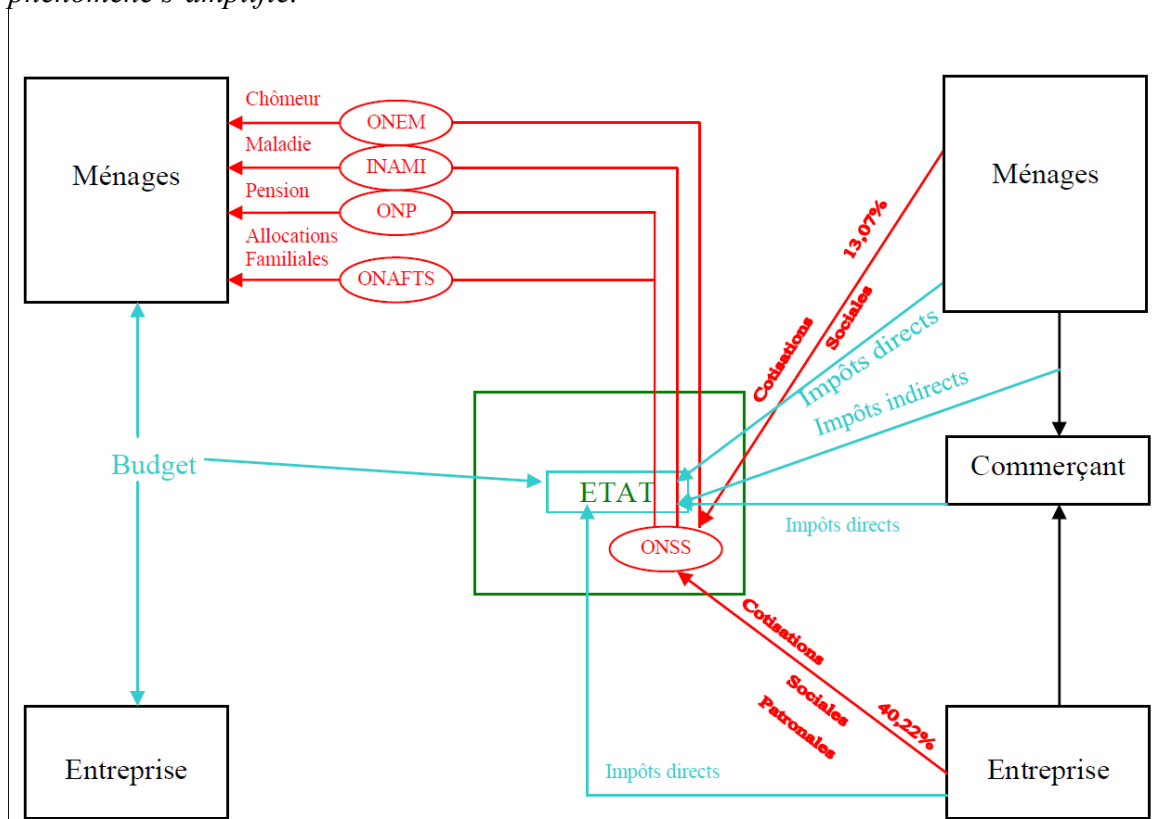


Schéma 2.

(Rôle de l'état)

Une entreprise fait faillite.

- Les revenus de l'état diminuent.
En effet, l'entreprise en faillite ne paie plus d'impôts et ne cotise plus à l'ONSS. De plus, les travailleurs devenus chômeurs ne paient plus de cotisations sociales et versent également moins d'impôts à l'état.
- Les dépenses de l'état augmentent.
En effet, si le nombre de chômeurs augmente, les dépenses de l'ONSS augmentent (en 1972 : 72000 chômeurs à indemniser en 1987 : 500.000 chômeurs à indemniser).
De plus, en période de crise, pour éviter d'autres faillites, l'état intervient afin d'aider les entreprises en difficulté.
- Le déficit de l'état s'aggrave (1000 milliards en 1977 – 5700 milliards en 1988, 350 milliards euros en 2010).

Pour lutter contre ce déficit, l'état à deux solutions :

- 1) Diminuer ses dépenses -> moins d'argent pour le fonctionnaire -> moins d'allocations sociales pour les chômeurs, invalides -> moins d'achats -> ralentissement de la vie économique.
 - 2) Augmenter ses recettes -> plus d'impôts pour les ménages et pour les entreprises -> les entreprises voient leur coût de production augmenter -> elles deviennent moins concurrentielles -> elles s'exportent moins -> moins de production -> licenciement.
- Montrer à partir du schéma en quoi consiste le monétarisme et expliquer pourquoi cela ne donne pas tous les résultats escomptés.

C'est une politique économique de droite

Théoricien : Milton Friedman – prix Nobel 1976 – américain Théorie Monétaire.

Idées centrales :

- Relance par l'offre
- Frein
- Objectifs :

- Rendre la compétitivité aux entreprises
- Rétablir les équilibres monétaires.

Théories :

- Le poids de la politique keynésienne est supporté par les entreprises
- Il faut donner la possibilité aux entreprises d'être plus compétitives en diminuant le coût des facteurs de production

Applications :

- +/- 1986 – 1994 (De Haene)
- Thatcher en Angleterre

Mesures concrètes :

- Réduire les coûts des facteurs :
 - Le coût du travail :
 - Suppression de la liaison des salaires à l'index
 - Une taxation d'un index santé (sans compter l'alcool, l'essence, le tabac)

Inconvénients :

- Pourquoi cela ne fonctionne-t-il pas ?
 - Cela entraîne une récession, un ralentissement de la vie économique.
 - Les entreprises aidées par une politique monétariste (prime, exonération, fiscale, aide d'emploi,..) ne réinvestissent pas forcément dans le pays.

Mesure d'accompagnements :

- ⇒ Créer une commission de contrôle afin de vérifier si les entreprises aidées réinvestissent dans le pays.
- ⇒ Lutter contre les délocalisations.

- Montrer en quoi consiste la théorie keynésienne et expliquer pourquoi cela ne donne pas non plus les résultats attendus.

C'est une politique économique de gauche.

Théoricien : John Keynes – économiste Anglais

Idées centrales :

- Relance par la demande
- Accélérateur
- Objectifs : - Plein emploi

Théories :

- l'emploi est lié à la croissance
- => Pour obtenir le plein emploi, il faut accroître la production
- Il faut augmenter la demande en distribuant de meilleurs salaires.
- Cela entraînera une augmentation de la consommation
 - Augmentation de la production
 - Augmentation du volume de l'emploi

Applications :

- en Belgique de 1973 – 1982 (gouvernement centre gauche)
- en France de 1981 – 1984 (Mitterrand – Mauvroy)

Mesures concrètes :

Effectuer des grands travaux publics :

- Route
- Canaux
- Ports
- Embaucher les chômeurs dans des tâches d'utilité publique :

(Besoins collectifs – nouveaux besoins)

Améliorer les services publics :

Armée – SNCB – Enseignements

Un chiffre : - 1972 : 600.000 Fonctionnaires
 - 1982 : 800.000 Fonctionnaires

Pratiquer une politique sociale :
 Augmenter les petits salaires, les allocations sociales

Inconvénients :

Pourquoi cela ne fonctionne-t-il pas ?

Cela entraîne un endettement de l'état

Déficit ingérable après un certain temps

Cela engendre une inflation = hausse des prix

Une augmentation du pouvoir d'achat n'entraîne pas nécessairement une augmentation de la demande intérieure.

On achète plus mais des produits fabriqués dans un autre pays.

Mesures d'accompagnements :

- Blocage des prix
- Mesures protectionnistes
- Taxation des produits étrangers

Les grandes idées :

1. Monétariste :

- Réduction des cotisations sociales sur les bas salaires
- Replafonnement

2. Keynésiennes :

- Emploi des + 55ans
- Jeunes
- Economie non marchande
- Titres services
- Economie sociale

Crise énergétique.

1. Situation de 1950 à 1973

Décrivez la situation énergétique de l'Europe.

Caractéristiques générales.

- Une augmentation considérable des besoins en 15 ans les besoins énergétiques. (1945 à 1960)
- Un changement dans la répartition de ressources utilisées (voir tableau)

Couverture de la consommation intérieure brute d'énergie					
	1950	1960	1970	1975	1980
	Répartition en %				
Houille	70	52	22	14	10
Lignite	8	7	4	3	3
Pétrole	12	30	59	63	63
Gaz naturel	0	3	9	14	16
Energie hydraulique	10	8	5	4	3
Géothermiques et autres					
Energie nucléaire	-	0	1	2	5
TOTAL	100	100	100	100	100

En 1950 : 70% des besoins énergétiques sont couverts par le charbon et 12 % par le pétrole.

En 1980 : 10 % des besoins énergétiques sont couverts par le charbon et 63 % par le pétrole.

Pourquoi les prix étaient-ils aussi bas, voire décroissants, en monnaie constante ?

- Une offre abondante qui semble inépuisable.
- Une demande relativement faible par rapport à l'offre.
- Les puits sont d'extraction facile.
⇒ Peu coûteux.
- **Les multinationales (ESSO – SHELL – FINA – TOTAL) sont maîtres du marché.**

2. Crise de 1973 – 1^{er} choc pétrolier

Pourquoi le prix du pétrole a-t-il quintuplé ?

- Les USA voulaient provoquer une hausse du prix du pétrole pour nuire à l'économie japonaise concurrente très dépendante énergétiquement. Ils gonflent la demande.
- On se rend compte qu'il n'est pas inépuisable.
- L'Organisation Pays Exportateurs Pétroles créée en 1963 s'organise petit à petit et devient efficace à partir de 1973. Ils décident de contrôler l'exploitation de leurs ressources qui constituent pour eux une chance de développement = nationalisation des multinationales + taxations.
- Les pays arabes se servent du pétrole comme arme diplomatique dans le conflit qui les oppose à l'Israël. Embargo => crainte de pénurie.

3. 1979 : révolution iranienne et conséquences : 2^e choc pétrolier

Quelles sont les raisons qui expliquent que le prix du baril a doublé en 1979 ?

- Pendant toute la révolution Iranienne = Arrêt de la production en Iran (10 % en moins).
- Arriver au pouvoir **Khomeiny décide de ralentir la production du pétrole** pour accentuer l'économie agricole de son pays.
- Les autres pays de l'OPEP au lieu de compenser cette baisse de l'offre l'accentuent en diminuant eux aussi leurs productions.
- Carter : Pour assurer aux Etats-Unis un approvisionnement suffisant décide de subventionner chaque arrivée de pétrole aux USA -> pétrole destiné à l'Europe est détourné vers les USA.
- Conséquence -> Diminution Globale de l'offre -> prix du pétrole x2 !

4. Situation de 1986 à 2000

Deux raisons expliquent la diminution des prix du baril à partir de 1986 jusqu'à +/- l'an 2000. Lesquelles ?

- L'OPEP (Arabie, Koweït, Irak, Iran, Venezuela, Emirats Arabes Unis, Equateur, Gabon, Indonésie, Libye, Nigéria, Qatar) ne contrôle plus que 38% du marché (1986) ... en 1973 l'OPEP contrôlait 65% du marché.
- Les compagnies pétrolières profitant de la confortable rémunération du cours du brut décident d'exploiter les réserves en mer du Nord (Norvège, Angleterre). De + 2 pays hors OPEP accroissant leur production (Mexique – Chili). L'offre augmente.
- Les pays importateurs ont réagi avec efficacité à la hausse des prix et sont parvenus à réduire leur dépendance vis-à-vis du pétrole, Ainsi, la part du pétrole dans la consommation totale d'énergie est tombée de 63% en 1973 à 41% en 1986.

Citez les mesures prises par l'Europe suite aux 2 chocs pétroliers des années 70.

- Lutte contre le gaspillage.
- Investissement dans la recherche.
- Recours à d'autres formes d'énergie (énergie « douces »).
- Nucléaire.

5. Depuis 2000 jusqu'à nos jours

Décrivez la situation actuelle du marché qui explique l'augmentation importante du prix du baril (facteurs influençant l'offre – facteurs influençant la demande).

Facteurs influençant la diminution de l'offre :

- Géopolitique
- Catastrophe naturelle
- Quota de production en fonction des ressources des pays producteurs
- Coûts de l'extraction

Facteurs influençant l'augmentation de la demande :

- Pays toujours en développement, plus consommateur d'énergie
- Influence de la Chine et de l'Inde.
- Produits dérivés.
- Croissance du parc automobile.

A qui profite l'augmentation du prix du pétrole ?

- Pays producteurs (15€/baril). Essentiellement au Moyen-Orient
- Spéculateur (5 à 10€/baril).
- Compagnie pétrolière (plus de 100 milliards de dollars par an).
- Gouvernement des pays consommateurs. (6 milliards d'euros/an pour l'Etat belge).

Les institutions politiques

1. Importance de la constitution

2. Les 5 niveaux de la prise de décision

ETAT – REGIONS – COMMUNAUTES – PROVINCES – COMMUNES.

3. Les étapes de la prise de décision

4. Les partis politiques

Question d'examen possible :

Est – ce que Di Rupo peut former un gouvernement sans la NVA et Vlaams – Belang ?

Oui c'est possible !

$$14+27 = 47$$

Pour créer un gouvernement il faut la moitié + 2/3 pour changer la constitution.

Loi de financement : Loi qui répartit l'argent de l'Etat et de l'ONSS.

Les communes pauvres ont plus de dépense que les communes riches.

Ex : Dans la région de Gand, la commune n'a pas besoin de créer des clubs de jeunes comme Animado's par exemple car la quasi totalité de la population de cette commune n'ont pas d'enfant assez jeune pour jouer dehors ou ils ont un assez grand jardin pour pouvoir jouer chez eux.